



Confédération Générale
du Travail FORCE OUVRIERE

DÉCLARATION FNEC-FP-FO CTA DU 7 DÉCEMBRE 2012

Monsieur Le Recteur,
Mesdames & Messieurs les membres du CTA

Le Ministre de l'Education Nationale a présenté, le 12 novembre, aux organisations syndicales, son projet de loi de programmation. Alors que nous avons besoin d'un changement profond, concret, répondant à des attentes légitimes comme, par exemple, des propositions permettant des améliorations de nos conditions de travail, des créations de postes nécessaires aux dédoublements des Heures d'Enseignement Général, des mesures de nature à stopper la violence qui envahit nos établissements, à restaurer notre autorité ou à permettre que les décisions des conseils de classes soient respectées, des mesures pour supprimer les CCF, pour diminuer notre charge de travail, pour restaurer un vrai diplôme national ou pour revaloriser notre salaire, **le projet présenté contient à la fois le maintien des contre-réformes «sarkozyste» et l'ajout de mesures visant à abîmer le service public d'Education Nationale et le statut de ses personnels** ! En effet, le maintien de la mastérisation, la création d'un conseil pédagogique commun entre l'école et le collège, la carte des formations professionnelles arrêtée et pilotée par les Régions, l'orientation scolaire et les CIO transférés au Régions, la «territorialisation» de l'Education Nationale, la substitution des cours d'enseignement artistique par des «parcours d'éducation artistique et culturelle» fondés sur un partenariat avec les collectivités locales et des associations et la réforme dogmatique concernant les rythmes scolaires, dont la plupart des enseignants, parents ou élus locaux ne veulent d'ailleurs pas, tout cela au nom d'un soi-disant consensus qui serait issu des «débats» sur la «refondation de l'Ecole», nous obligent déjà à imaginer des moyens d'action forts pour empêcher ce projet de devenir la future loi cadre sur l'Ecole. Pourtant, sur le premier degré en particulier, le Président de la République, devant le congrès des maires de France, a essayé, nous semble-t-il,

d'emprunter une voie plus pragmatique en déclarant que la réforme des rythmes scolaires s'étalerait sur 2 ans. Mais, en laissant toute latitude aux communes quant à l'application de la réforme, nous pensons qu'il instaure l'inégalité de traitement généralisée : Inégalité de traitement entre communes «riches» et communes «pauvres», inégalité de traitement entre les écoles dont le fonctionnement varierait selon leur localité d'implantation et inégalité de traitement pour les personnels enseignants et pour les personnels territoriaux. L'objectif de ce gouvernement est-il d'aller vers une école «territorialisée» dans la République des territoires en lieu et place de l'école publique et laïque dans la République une et indivisible ? Dans le meilleur des cas, les déclarations du chef de l'Etat vont créer un immense désordre et une situation ingérable pour les services. La FNEC-FP-FO rappelle que les enseignants ne veulent, ni du travail le mercredi, ni de la double tutelle Education Nationale / collectivité territoriale. Ils veulent tout simplement rester fonctionnaires d'Etat.

Le gouvernement imagine-t-il vraiment que les enseignants vont accepter sans broncher l'allongement de leur temps de présence dans les établissements, la diminution des vacances scolaires, la «délabellisation» des établissements ZEP, la globalisation de leur temps de service et l'annualisation de leurs horaires ? Les inquiétudes des personnels sont grandes et notre fédération s'en est fait l'écho à de nombreuses reprises. La FNEC-FP-FO continuera à être dans les discussions au sein des groupes de travail et autres tables rondes. Elle continuera à y défendre les revendications des personnels. Le projet de loi d'orientation et le projet de réforme des rythmes scolaires n'y répondent pas. Le maintien de ses projets conduirait au conflit. Aucun consensus ne s'est réalisé ni sur le projet de loi, ni sur les rythmes scolaires. Le bon sens voudrait que ces projets soient abandonnés et que s'ouvrent enfin de vraies négociations sur les revendications.

Pour ce qui concerne la carte des formations, bien sûr, globalement, nous pouvons noter que les mesures négatives (fermetures ou transferts de formations) sont moins nombreuses que l'année passée... Oui, les dégâts ont déjà été faits... Toutefois, notre fédération ne peut pas accepter qu'il soit encore prévu cette année des fermetures ! Monsieur Le Recteur, nous avons fait l'effort, avec les équipes pédagogiques concernées, d'apporter à vos

services tous les éléments nécessaires pour que vous puissiez revenir sur la plupart des mesures négatives qui étaient dans le projet. Nous avons même rencontré des élus du Conseil Régional qui nous ont affirmé contester la totalité de ces mesures négatives. D'ailleurs, Madame La Vice-Présidente de la Région, elle-même, semble regretter que ses services n'aient pas pu travailler avec les vôtres. Monsieur Le Recteur, nous espérons qu'aujourd'hui vous allez nous proposer une carte des formations ambitieuse qui permettra aux jeunes de l'Académie, mais aussi aux enseignants, de reprendre espoir. La FNEC-FP-FO vous demande d'abandonner tous les projets de fermetures et de permettre à nos jeunes de pouvoir choisir une orientation en rapport avec leurs projets et leurs capacités.

Monsieur Le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres du CTA, nous vous remercions pour votre écoute.

Pour la FNEC-FP-FO
Eric Mouchet